

*Affaires courantes*

Je voudrais revenir à la question de la hausse du niveau de la vie, examiner certaines de ces bonnes choses, de ce qu'il y a de vraiment bien dans ce budget qui inspire au ministre des Finances tant de confiance dans notre avenir. Le chômage va augmenter. Dans l'esprit de ces gens-là, combattre l'inflation c'est une bonne nouvelle. Augmenter le chômage. Cela atténue les tensions inflationnistes. Bonne nouvelle. Ce qu'il y a d'encore mieux, c'est que les hausses salariales moyennes seront inférieures au taux d'inflation. Bonne nouvelle. Quand les gens sont pauvres ils ne peuvent pas acheter autant, et cela ralentit l'inflation. Quelle bonne nouvelle que tout cela. Le gouvernement en a tant à nous annoncer.

Quand vous lisez le budget et que vous vous penchez sur les scénarios qui sont exposés pour améliorer la compétitivité du Canada, souvenez-vous de la hausse du taux de chômage et de la baisse du taux de croissance des salaires réels. Voilà de bonnes choses. Bonne chose également que la demande intérieure finale diminue, pour que nous importions moins. La bonne nouvelle c'est que nous importons des machines pour pouvoir extraire notre pétrole, notre charbon et notre bois et les livrer ailleurs.

Madame la Présidente, vous comprenez bien sûr que tout ce que cela fait voir, c'est que le gouvernement refuse absolument de reconnaître que le pays ne peut pas être compétitif en étant une économie de bas salaire, comme le gouvernement voudrait que nous le soyons. Vous vous demandez peut-être si c'est vraiment ce que le gouvernement a à l'esprit. Le gouvernement se vante de ne réduire que de 39 millions de dollars les crédits de recherche et de développement. Mais il réduit ainsi des dépenses déjà insuffisantes. Si vous croyez que le gouvernement veut que notre économie soit basée sur les industries et les connaissances et non sur les ressources, voyez ce qu'il fait au financement des programmes établis. Les réductions pratiquées par ce budget dans les fonds transférés à cette fin s'élèvent déjà à près de 8 milliards de dollars. Ces coupes réduisent gravement la capacité de nos établissements d'enseignement supérieur de produire les diplômés compétents et créateurs dont notre pays a besoin pour se réorienter et se donner une économie de salaires élevés.

Le premier ministre ne manque pas une occasion de dire qu'il faut faire quelque chose pour l'éducation, qu'il va prendre des initiatives, qu'il va créer un groupe de travail et que tout ira très bien ensuite. Tout ne va pas bien quand les étudiants doivent payer des frais de scolarité plus élevés et que les universités sont dans un état

scandaleux. Je signale, en passant, qu'en plus des coupes sombres dans les subventions de fonctionnement qu'elles reçoivent, les universités sont frappées de diverses autres façons. Le coût des permis d'utilisation des radio-isotopes est si élevé que les universités et les écoles secondaires seront forcées d'abandonner l'enseignement d'une discipline scientifique indispensable à la formation de diplômés compétents.

• (1210)

Rien de ce que le gouvernement fait ne peut s'expliquer autrement que par l'engagement qu'il a pris dans l'Accord de libre-échange de faire de nous un réservoir de ressources pour les États-Unis et une cible pour les acquisitions de tous les autres pays du monde tant que nous demeurerons une économie à bas salaires. C'est absolument scandaleux.

Voyons maintenant le sort réservé à l'assurance-maladie. À Vancouver et à Windsor, en particulier, des organisations de citoyens permettent aux gens qui n'ont pas accès à des soins médicaux et à des traitements cardiaques essentiels au Canada de se faire soigner à Détroit. Soixante p. 100 des malades ne peuvent même pas entrer à l'hôpital pour se faire opérer, parce que notre système médical est déjà détérioré et que de nouvelles coupes sont imposées. C'est scandaleux.

Il n'est pas nécessaire d'étudier ce budget en profondeur pour voir qu'il est une trahison. Il viole toutes les promesses raisonnables faites aux Canadiens, celle, par exemple, que nous continuerons à jouir d'une qualité de la vie élevée au Canada.

Je pourrais reprendre la liste des coupes, mais elles sont bien connues. Elles sont beaucoup critiquées, aussi. La plupart des Canadiens les condamnent, sauf les riches, qui en bénéficieront, comme d'habitude.

Si le gouvernement voulait couper dans les dépenses, il aurait pu le faire sans toucher au FPE ni à l'assistance sociale, notamment au Régime d'assistante publique du Canada, à un moment où ces mesures vont accroître le fardeau de nos villes qui devront elles-mêmes combler les lacunes. Il y a à peine quelques semaines, le gouvernement avait de l'argent à gaspiller: 161 millions pour Boeing, 14 millions pour vendre sa TPS dont personne ne veut. L'augmentation du déficit découlant de la hausse des taux d'intérêt que nous avons vue la semaine dernière coûtera 1,2 milliard au gouvernement. Les déductions complémentaires relatives au REER auxquelles auront droit les gens riches, ceux qui font plus de 86 000 \$ par année, lui coûteront 350 millions. Il aurait pu faire des